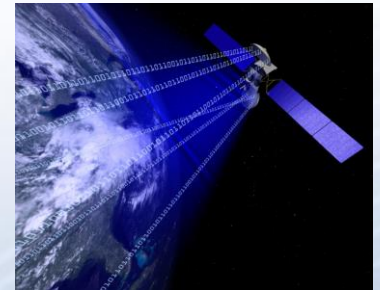


Est-il encore possible de se protéger...

Le cas particulier de « international »



Me Eric Barbry
Avocat
Directeur du Pôle Droit du Numérique



ALAIN BENSOUSSAN
LE DROIT DES TECHNOLOGIES AVANCÉES

Propos introductif

- Contexte : Se protéger ... de l'international
- L'enjeu : La conformité nationale est déjà difficile 😊 alors à l'international !
- Le défi : Appliquer les lois du Monde !
- L'actualité : Toute ressemblance avec ...

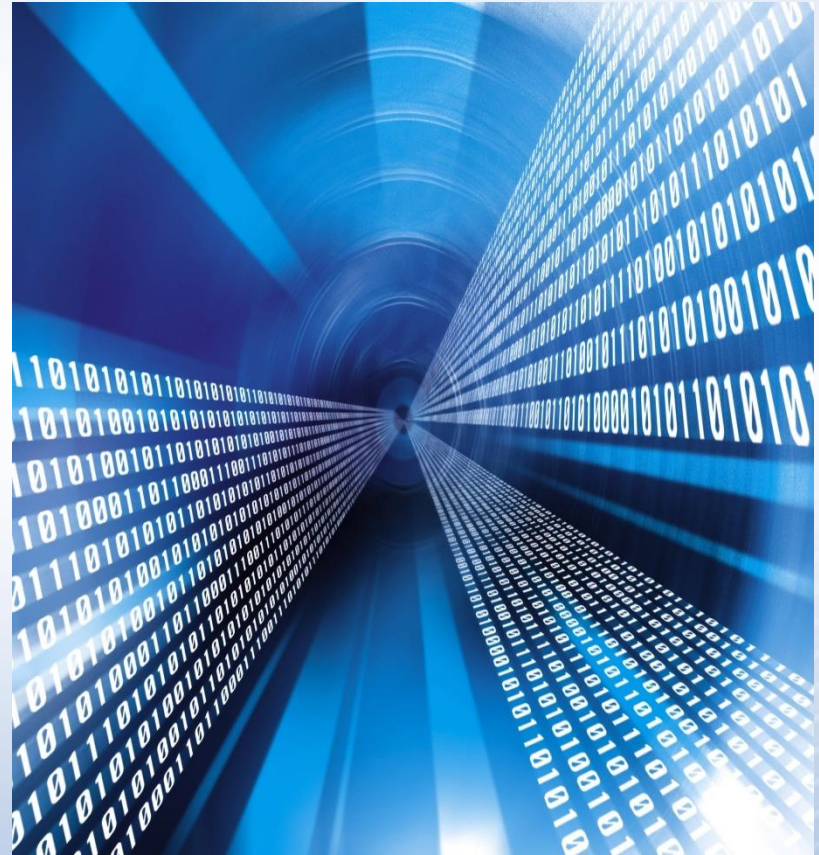


PLAN

1. Le contexte « international »
2. Les risques d'une mauvaise maîtrise
3. Les outils de maîtrise du risque
4. La démarche de réalisation

1. Contexte international

1. Ligne économique
2. Ligne technique
3. Ligne juridique



1.1 Ligne économique

Couverture mondiale

Interventions
internationales

Activité hors territoire
national

1.2 Ligne technique

- Ligne technique pure =
 - Cloud
 - Nomade
 - Accès distant

- Ligne technico-juridique
 - Ex : Informatique et libertés art 5

I. - Sont soumis à la présente loi les traitements de données à caractère personnel :

1° Dont le responsable est établi sur le territoire français. Le responsable d'un traitement qui exerce une activité sur le territoire français dans le cadre d'une installation, quelle que soit sa forme juridique, y est considéré comme établi ;

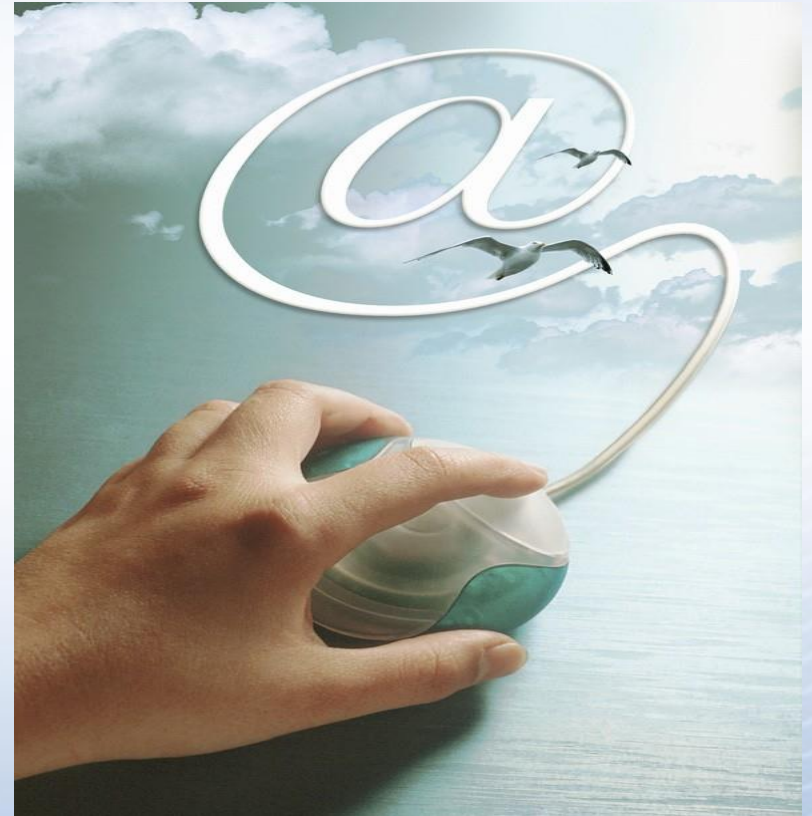
2° Dont le responsable, sans être établi sur le territoire français ou sur celui d'un autre État membre de la Communauté européenne, **recourt à des moyens de traitement situés sur le territoire français**, à l'exclusion des traitements qui ne sont utilisés qu'à des fins de transit sur ce territoire ou sur celui d'un autre État membre de la Communauté européenne.

1.3 Ligne juridique

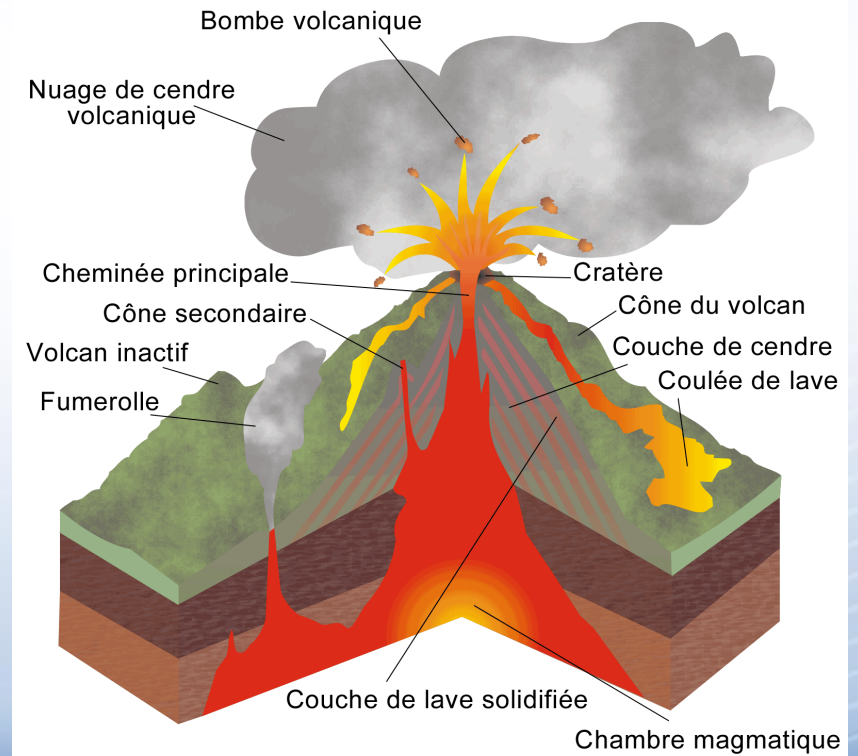
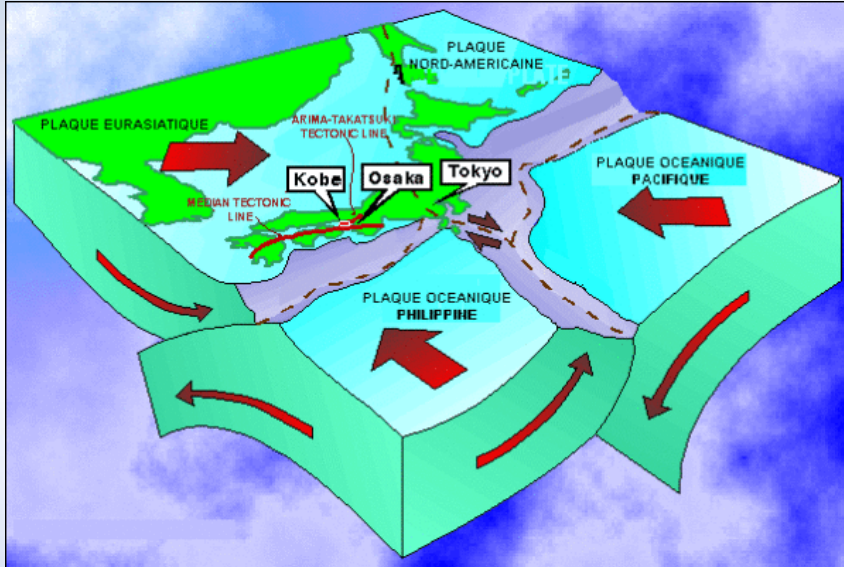
- La loi
 - Ex : Code pénal
 - Ex : Loi pour la confiance dans l'économie numérique article 17
- Le juge :
 - Article 14 et 15 du code civil
 - Étranger si France – Français meme si étranger
 - Une « ambition naturelle »
 - Un résistance de l'autre

2. Risques juridiques

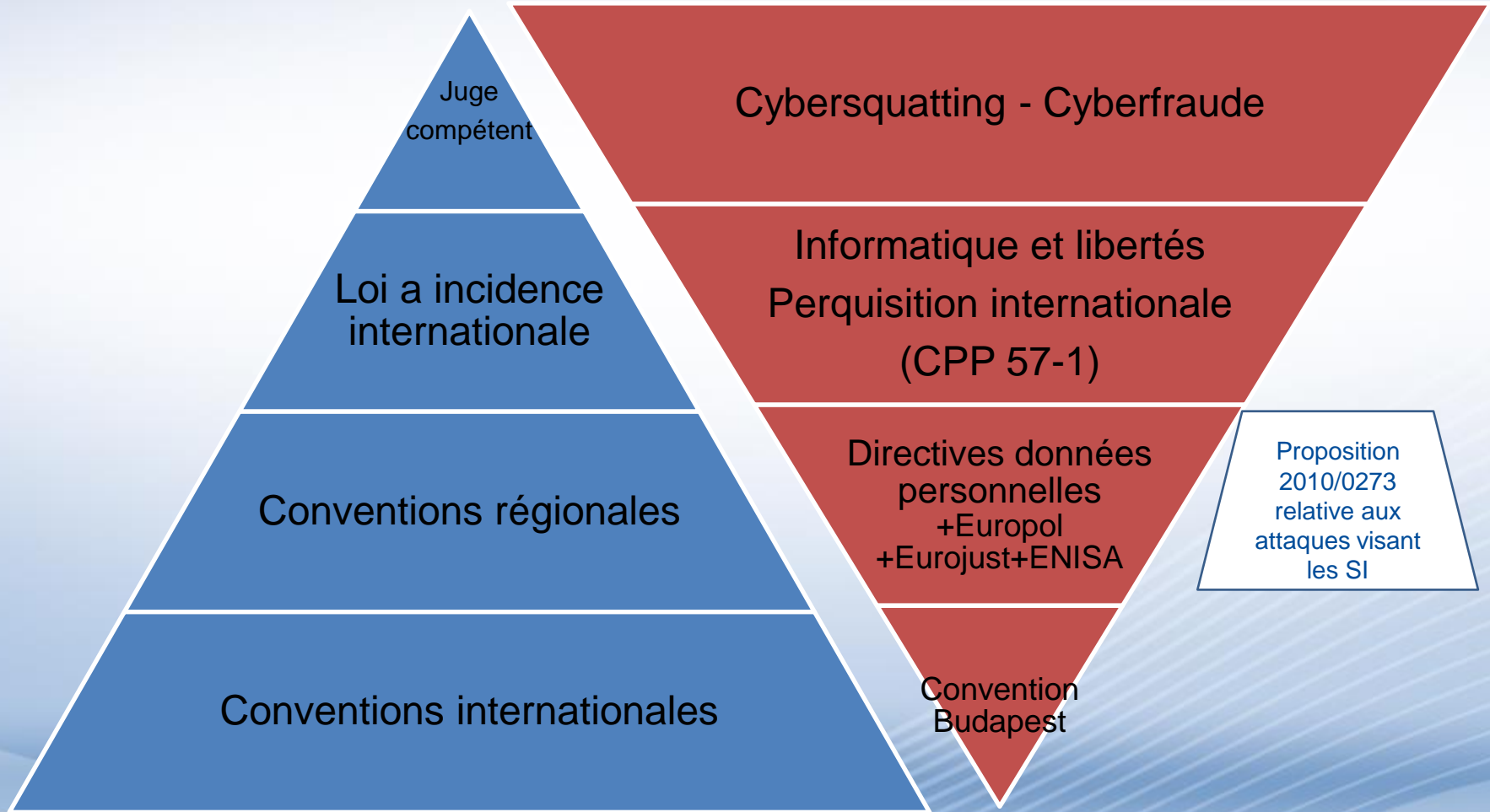
1. Le risque macro
2. La réalité
3. Les risque micros



2.1 Le risque macroscopique



2.2 Réalité juridique - Zones de « confort »



2.2 Réalité juridique - Zones de ruptures

- Technologique
 - Crypto
 - Biométrie
 - Signature électronique
- Principes de base
 - Protection de l'entreprise
 - Protection du consommateur
 - Protection du salarié
 - Protection du secret
 - Protection de l'Etat

2.3 L'international « en demande »

- Risque 1 = Non conformité
 - Conséquences : juridique / économique
 - Surtout le document ne vaut rien (ex / Charte)
- Risque 2 = Non protection
 - Ex : dépôt œuvre
 - Non protection en cas de piratage
- Risque 3 = Confidentialité
 - Échanges avocats // « without prejudice »
 - « Publique » ou « published »
 - L'accès à l'information

2.3 Ligne « en défense »

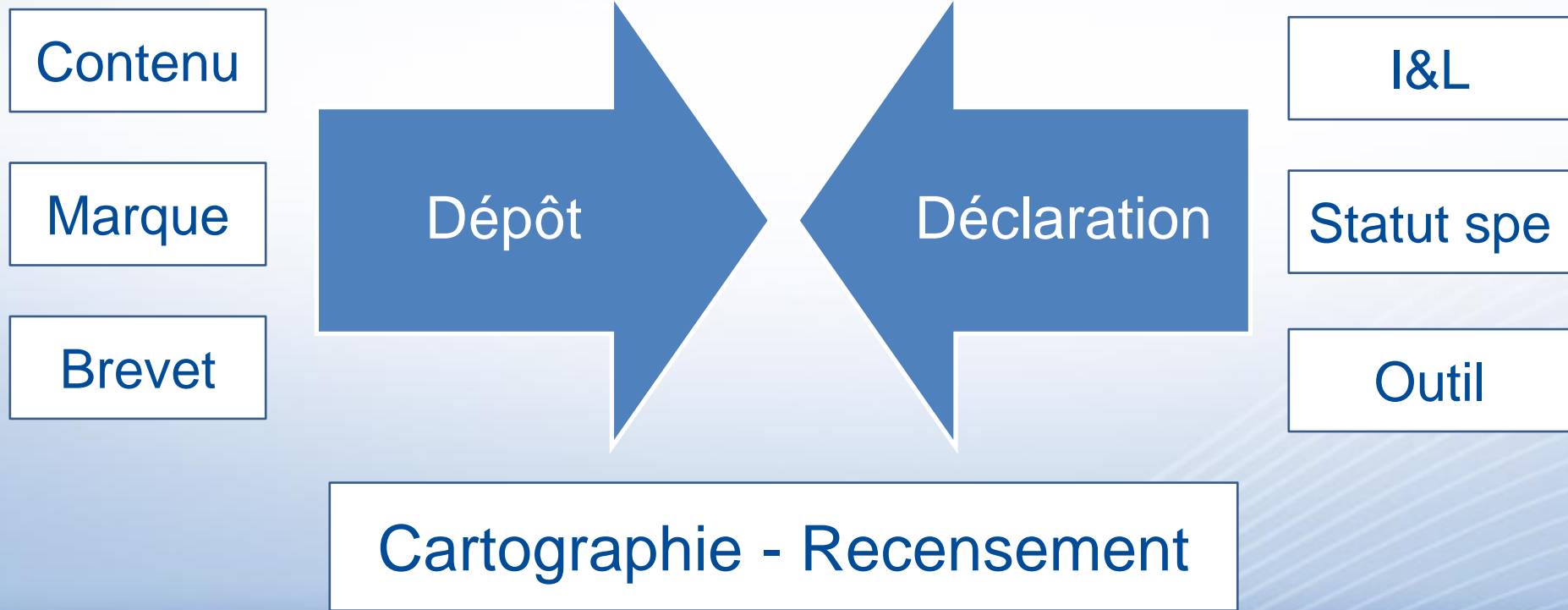
- Compétence juridique et judiciaire pluri-nationale
- Actions nationales a effet étranger
 - Notification / Requete ID ...
- Réalité =
 - Difficulté
 - Priorité
 - Délais
- Effet de l'inaction

3. Les outils d'une « bonne » gestion

1. Démarches
2. Gouvernance
3. Contrats
4. Actions
5. Assurance



3.1 Les démarches ...



3.2 Gouvernance Worldiwe – Les basiques

Charte utilisateur

Charte administrateurs et droits étendus

Charte prestataires extérieurs

3.2 Gouvernance Worldiwe – Les spécifiques

Charte éthique

Politique de
conservation /
suppression des
documents numériques

Whistleblowing

Guide opérations de
contrôle (Forensic)

3.2 Guide des opérations de contrôle (Forensic)

Fond

Préambule
Objet
Principes directeurs
Champ d'application
Déclenchement
Personne habilité
Personne concernée
Présence de tiers
Huissier ou équivalent
Autorité judiciaire
Autorité policières
Modalité pratiques du contrôle
Analyse des éléments
Gestion du risque
Conservation des éléments
Communication des éléments
Portée
Évolution

Forme

A1 – Liste des personnes habilités à réaliser un contrôle

A2 – Liste des experts

A3 – Modèle de convocation

A4 – Modèle de rapport de contrôle

A5 – Modèle de rapport d'analyse

Déploiement

Option 1 – Information
Option 2 – Discretion ...

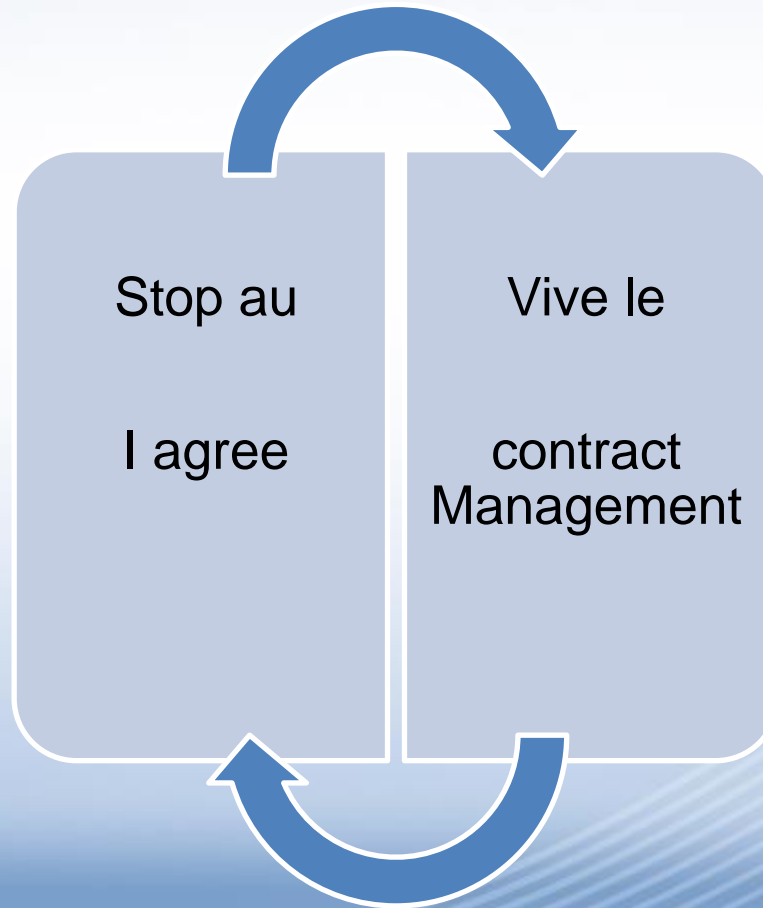
3.3 Les contrats

Conditions générales de SI

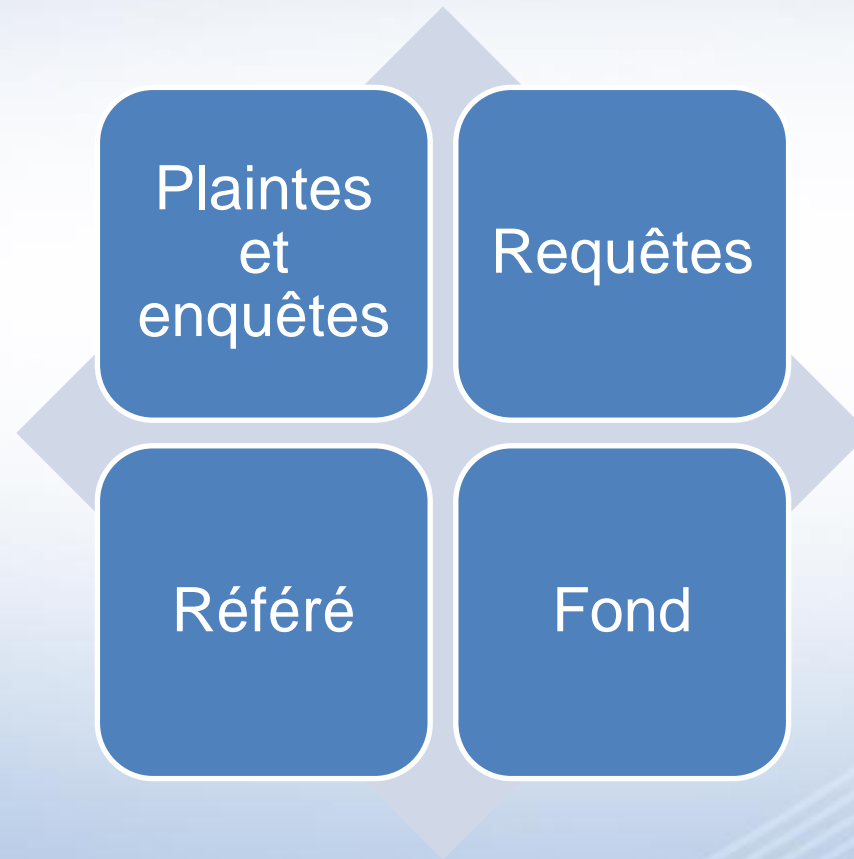
Protocole d'audit

Biding corporate rules (BCR)

3.3 ... et sur les contrats !



3.4 Actions



3.5 Assurance

- Ex : Databreach
- Deux intérêts
 - Force d'intervention 360
 - Couverture financière
- Etat des lieux
 - Limité
 - Avenir = Règlement UE



4. Démarche

1. Pré-requis
2. Solutions
3. Analyse d'écart



4.1 Pré-requis = Un réseau



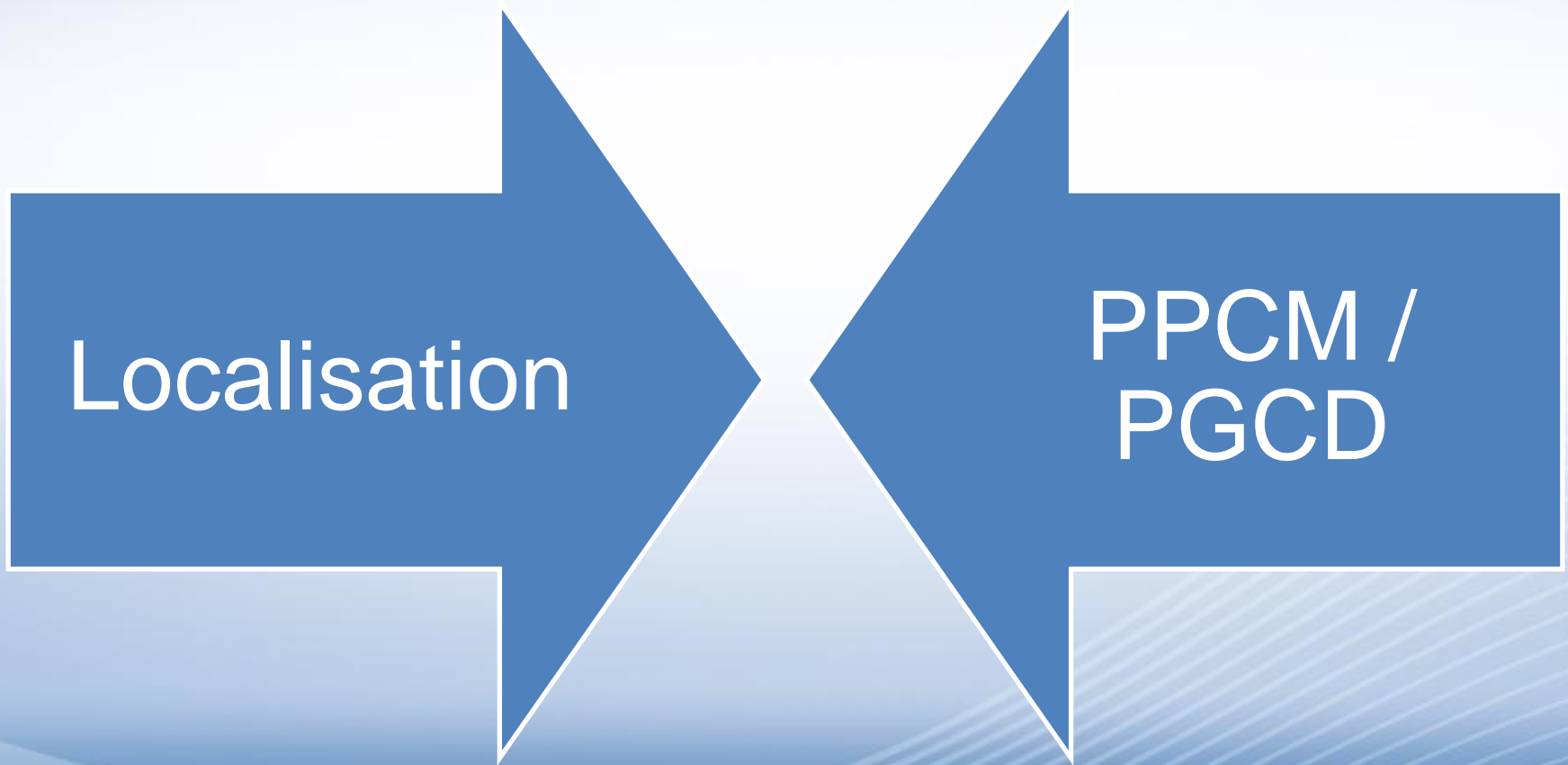
Global network of attorneys specialized in emerging technology law



4.2 Méthodologie dangereuse – Centralisation / décentralisation

- Centralisation
 - économique
 - Possible juridiquement
 - Contrainte de mise en œuvre = systématisation
 - Centralisation technologique
 - Quasi impossible
 - Faux sur un plan juridique
- Décentralisation
 - Manquement & Fraude à la loi

4.3 Méthodologie opérationnelle



4.4 Principe commun et étude d'écart...

Principes communs



Etude d'écart

Droit de base
(référentiel)

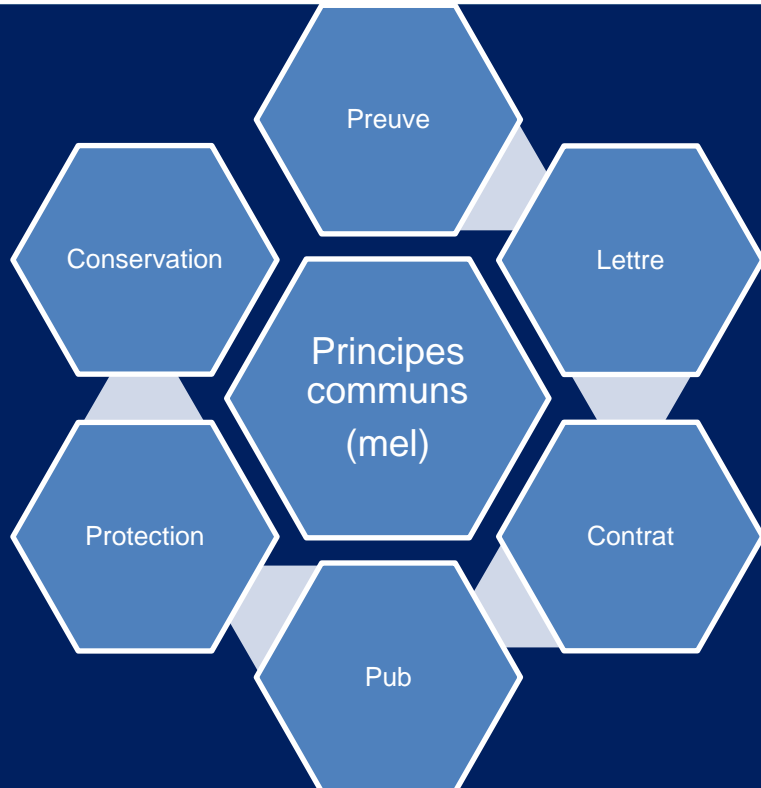
Droit EU
Cas 1 – Règlement
(analyse de conformité)

Cas 2 – Directive
Cas 3 – Pas de texte
(analyse d'écart)

Droit hors EU
Analyse d'écart

4.4 Principe commun et étude d'écart...

Principes communs



Etude d'écart

Droit de base
(référentiel)

Droit EU
Cas 1 – Règlement
(analyse de conformité)

Cas 2 – Directive
Cas 3 – Pas de texte
(analyse d'écart)

Droit hors EU
Analyse d'écart

4.5 « Notre » outil... - IDCard

IDCARD - "IT POLICY"

Topics	Sub-themes	Remarks	References
Preliminary questions	Policy provisions	Is there any void or unlawful provision in such policy under your country legislation?	
		Is there any mandatory provision in such policy under your country legislation? Is it missing here?	
Regulations of the I.S.	Main legislation	Is there any legislation in your country that would require specific provisions to be included in such policy?	
	Authorities recommendations	Are there any recommendations in your country coming from national authorities dealing with this specific matter?	
		Is there any governmental / ministerial approval required in your country?	
Specific legislations	Is there any specific legislation dealing with cyber-surveillance of employees in your country?		
Adoption and implementation formalities	Status of the document	Is this type of document mandatory in your country or not?	
	Adoption process	Is there any specific legislation applicable to the adoption of such policy in your country?	
	Implementation process	Are there any specific process regarding the implementation of such policy in your country to make it legally enforceable?	
		Does such policy require a specific approval in your country from the employees and/or their representatives?	
		Do the employees have to sign such a policy?	

5 conseils

1. Identifier « sa » couverture géographique
2. Politique de conservation/suppression des documents numériques
3. Guide de l'enquête numérique (Forensic)
4. Binding corporate rules
5. Clauses de droit applicable France

MERCI

Informations

- **ALAIN BENSOUSSAN AVOCATS**
58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr Paris 17^e
Tél. : 33 1 82 73 05 05
Fax : 33 1 82 73 05 06
paris@alain-bensoussan.com



- **Eric Barbry**
Mob. : 33 6 13 28 91 28
eric-barbry@alain-bensoussan.com



Lexing est une marque déposée par Alain Bensoussan Selas

Crédits photos

- Conception et réalisation du support
 - Alain Bensoussan avocats © 2014
- Crédits photos :
 - © Zothern-Fotolia.com
 - © Ktsdesign-Fotolia.com
 - © KonstantinosKokkinis-Fotolia.com
 - © Argus-Fotolia.com